



**PRÉFET
DE MEURTHE-ET-MOSELLE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Grand Est**

Unité départementale Meurthe-et-Moselle et de la Meuse
11 rue de l'île de Corse
CS 12247
54035 Nancy

Nancy, le 11/03/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 27/02/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

ONYX EST Ludres 2

1 rue Henriette GALLE GRIMM
54000 NANCY

Références : 0431_2024
Code AIOT : 0006205716

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 27/02/2024 dans l'établissement ONYX EST Ludres 2 implanté Impasse Bernard Palissy 54710 Ludres. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ONYX EST Ludres 2
- Impasse Bernard Palissy 54710 LUDRES
- Code AIOT : 0006205716
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Installations de traitement et de valorisation de déchets non dangereux (DND) permettant de produire des Combustibles Solides de Récupération (CSR) après pré-broyage, criblage, séparation balistique et infrarouge des différents matériaux et broyage final dont l'autorisation d'exploiter est régie par l'arrêté préfectoral d'autorisation 2006/527 du 13 décembre 2006 modifié.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame le Préfet des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du Code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée *a posteriori* du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée."

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Eaux pluviales	Arrêté Préfectoral du 11/07/2022, article 3	Sans objet
2	Prévention des risques incendies	Arrêté Préfectoral du 11/07/2022, article 4	Sans objet
3	Prévention des risques incendies	Arrêté Préfectoral du 11/07/2022, article 4	Sans objet
4	Installations électriques	Arrêté Préfectoral du 13/12/2006, article 41	Sans objet
5	Protection contre la foudre	Arrêté Préfectoral du 13/12/2006, article 42	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats effectués par l'inspection des installations classées au cours de la visite de contrôle n'appellent pas d'observation nécessitant de la part de l'exploitant des actions correctives.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Eaux pluviales

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/07/2022, article 3
Thème(s) : Risques chroniques, Séparateur
Prescription contrôlée : Les eaux pluviales (...) sont traitées avant de transiter dans le bassin de retenue des eaux pluviales propres à la zone Nord et à la zone Sud du site.
Constats : L'ensemble des eaux pluviales transite vers 4 séparateurs-desbourbeurs dont l'entretien est assuré deux fois par an (en 2023 : 09/08/2023 et le 04/12/2023) avant rejet dans le bassin de retenue des eaux pluviales.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Prévention des risques incendies

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/07/2022, article 4
Thème(s) : Risques accidentels, Incendie
Prescription contrôlée : Le centre est équipé de robinet incendie armés (RIA), extincteurs et alarmes coup de poing régulièrement répartis sur l'ensemble du site et des bâtiments.
Constats : L'inspection des installations classées a constaté la présence des RIA, des extincteurs ainsi que les alarmes coup de poing (déclencheurs manuels) répartis sur l'ensemble du site qui ont fait l'objet de contrôles périodiques : <ul style="list-style-type: none">• 3 novembre 2023 et 6 décembre 2023 (extincteurs)• 3 novembre 2023 (RIA),• 9 juin 2023 déclencheurs manuels L'inspection des installations classées n'a pas de remarque à formuler.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Prévention des risques incendies

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/07/2022, article 4
Thème(s) : Risques accidentels, Bâtiment DTQD
Prescription contrôlée : l'alvéole dédiée aux solvants et boues de peinture (...) sera dotée d'un système automatique de détection et d'extinction d'incendie avec déversoir à mousse.

<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a précisé que l'activité de collecte ou de transit de produits solvantés ou de boues de peintures n'a pas été mise en service depuis l'obtention de l'arrêté préfectoral d'autorisation 2006/527 du 13 décembre 2006 modifié .</p> <p>L'inspection n'a pas constaté de produits dangereux dans ce local dédié (alvéole) implanté au sein d'un bâtiment semi-ouvert.</p> <p>Seuls des pots de peinture usagés retirés des bennes (environ 3 bacs) lors des phases de tri sont déposés au sein de ce bâtiment.</p> <p>L'inspection a constaté la présence de l'équipement susvisé.</p> <p>Néanmoins, l'exploitant a indiqué qu'il ne procédait pas à un contrôle régulier du bon fonctionnement de ce système en l'absence de cette activité.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il est demandé à l'exploitant <u>sous un délai d'un mois</u> de porter à la connaissance de Madame le préfet de Meurthe-et-Moselle, cette information avec tous les éléments d'appréciation notamment sa proposition de modifications de l'article susvisé.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 4 : Installations électriques

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/12/2006, article 41</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Contrôle des installations électriques</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les installations électriques doivent être contrôlées (...) annuellement, par un organisme qualifié.</p>
<p>Constats :</p> <p>Par courriel du 28 février 2024, l'exploitant a transmis les derniers rapports de contrôle des installations électriques :</p> <ul style="list-style-type: none"> • thermographie infrarouge (Certificat Q19): Rapport 2343314.01 du 5/12/2023 • Installations électriques (certificat Q18) : Rapport 307303-1-1 du 18/07/2023 <p>Les rapports concluent qu'aucune non-conformité n'a été identifiée lors de ces vérifications.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 5 : Protection contre la foudre

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/12/2006, article 42</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Foudre</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les installations sur lesquelles une agression par la foudre peut être à l'origine d'événements susceptibles de porter atteinte à la sûreté des installations, (...) doivent être protégées contre la foudre.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a transmis à l'inspection l'analyse du risque foudre réalisée par la société SOCOTEC (document référencé K1391/10/4068 du 07/07/2010), l'étude technique de protection foudre et la notice de vérification et de maintenance réalisées par la société BCM (documents référencés 1777730 du 20/06/2011), justifiant que les installations sur lesquelles une agression par la foudre peut être à l'origine d'événements susceptibles de porter atteinte à la sûreté des installations, sont protégées contre la foudre.</p> <p>Par courriel du 29 février 2024, l'exploitant a transmis le dernier rapport de contrôle de la vérification complète des installations. (N° de rapport : 2379332 – 1 du 30/11/2023).</p> <p>L'inspection des installations classées n'a pas de remarque à formuler.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>